

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sarl Etablissements MOREAU

ZI de la Petite Prairie
BP14
37140 Bourgueil

Références : VI 21/03/24 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010013092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement Sarl Etablissements MOREAU implanté Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Poulligny-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl Etablissements MOREAU

- Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Pouligny-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0010013092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire Moreau se situe sur le territoire de la commune de Pouligny-st-Pierre et a une surface totale de 17ha 08a 64ca pour une surface extractible de 8ha 50a. La quantité maximale annuel d'extraction autorisée est de 120 000 tonnes avec une moyenne annuelle de 80 000 tonnes. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13 m maximum. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, pour une durée de 30 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Comite de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 1.2.3	Sans objet
3	Transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.5	Sans objet
4	Contrôles par organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.7	Sans objet
5	Procédure d'admission des matériaux extérieurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.4.3.2.3	Sans objet
6	Emissions diffuses et envols de	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 3.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	poussières		
7	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.4.5	Sans objet
8	Poussières	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Comité de suivi de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.9
Thème(s) : Situation administrative, Comité de suivi de l'environnement
Prescription contrôlée : Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion [...]
Constats : L'inspection constate que la création du comité de suivi de l'environnement de la carrière de calcaire aux lieux-dits "Pièces des Bournais" et "les Malgammes" sur le territoire de la commune de Pouligny saint Pierre, n'est pas à ce jour réalisé. Néanmoins le projet d'arrêté préfectoral est bien avancé et l'exploitant travaille en étroite collaboration avec la sous-préfecture du Blanc afin de le finaliser au plus vite. Un premier comité de suivi est envisagé au mois d'octobre 2024. L'inspection demande donc la mise en place, au travers la prise d'un arrêté préfectoral, du comité de suivi de l'environnement de la carrière exploité par la Sarl Moreau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60jours

N° 2 : Matériaux extraits et quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Matériaux extraits et quantités autorisées
Prescription contrôlée :

<p>Le matériau extrait est du calcaire jurassique.</p> <p>La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 120 000 tonnes/ an (avec une moyenne de 80 000 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est de 1 300 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées ne constate pas de dépassement du tonnage prescrit dans l'arrêté préfectoral du 23/07/19, à savoir: <i>"La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 120 000 tonnes/ an (avec une moyenne de 80 000 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est de 1 300 000 tonnes."</i></p> <p>En 2022 la production était de 20000 tonnes En 2023 la production était de 23000 tonnes A ce jour, pour l'année 2024 la production est de 5 000 tonnes et l'exploitant estime une production de 50 000 tonnes pour l'année 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Transport des matériaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transport des matériaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L. 1318 et L. 1419 du code de la voirie routière.</p> <p>Le nombre moyen d'aller/retour de camions par jour (évacuation de matériaux et apports de remblais) est de 22. Cette moyenne est lissée sur une période de 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté, l'exploitant a transmis à l'inspection son registre justifiant le nombre de passages de camions par jour.</p> <p>L'inspection ne relève pas de dépassement de 22 passages en moyenne lissée sur une période de 5 ans.</p> <p>La valeur maximale relevée est le passage de 34 camions le 25/09/23 et la valeur minimale relevée est le passage de 1 camion le 29/09/23.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôles par organismes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles par organismes extérieurs
Prescription contrôlée : L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> • les appareils de pesage • les installations électriques Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.
Constats : Pas d'écart constaté, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification électrique en date du 20/07/23 réalisé par le bureau d'étude APAVE. Le rapport révèle qu'aucune non-conformité n'a été constatée. L'entreprise dispose d'un pont bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. L'organisme "ADEMI Pesage" a vérifié l'équipement de pesée, la prochaine vérification doit intervenir en avril 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédure d'admission des matériaux extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.4.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission des matériaux extérieurs
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant. Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets attestant de la conformité des déchets à leur destination [...] Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ; • l'origine des déchets ; • les moyens de transport utilisés ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ; • la masse des déchets, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ; • le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents

d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. [...]
Constats : Pas d'écart constaté, l'exploitant dispose d'un registre d'admission où l'inspection peut retrouver l'ensemble des éléments prescrits dans l'article 2.4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/07/19. Ce registre est sous la forme d'un logiciel nommé ADPROV2, qui permet le suivi dématérialisé et qui transmet les données sur les sites nationaux dédiés. L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation des remblais inertes sous forme de logigramme à destination de tous le personnel travaillant sur le site ainsi que pour les producteurs de déchets. Ces éléments ont été transmis à l'inspection des installations classées par courrier affranchi le 12/01/24.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Emissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. [...] Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces où cela est possible sont engazonnées, - des écrans de végétation sont mis en place (haie en périphérie au Sud Est du site et bosquet au Sud du site : voir annexe 4). - la hauteur des tas de remblais, de stériles et de granulats est limitée à 6 mètres, - les émissions de poussière sur les installations de traitement des matériaux sont abattues par pulvérisation d'un brouillard d'eau, - un capotage est mis en place au niveau de certains postes tels que les entrées et sorties des concasseurs, des cribles, les jetées de tapis, - la hauteur de chute des matériaux à la jetée des tapis doit être réduite au minimum, - les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés), - les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières, [...]

Constats : Pas d'écart constaté, l'inspection des installations classées constate que la société Moreau prend les dispositions nécessaires et adéquates à l'exploitation du site pour éviter l'émission et la propagation des poussières notamment par l'arrosage des voies d'accès afin d'abattre la poussière au sol, par la création de petits murets sur parking visiteurs pour assurer une délimitation efficace entre les voies d'accès visiteurs et les voies d'accès menant à la carrière afin de contribuer à la limitation des envols et de la mise en place d'un lave-roues pour tous les transporteurs de matériaux en sortie de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ravitaillement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés quotidiennement sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les engins de chantier disposent d'un système anti-goutte sur les réservoirs de carburant et sont équipés d'un kit anti-pollution et de produit absorbant. En fin de journée les engins de chantier sont stationnés sur l'aire étanche. Ils sont équipés d'une sécurité gasoil pour éviter les actes de vandalisme.
Constats : L'exploitation dispose d'une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Chaque ravitaillement se fait sur l'aire étanche pour le tombereau et la pelle. Concernant le groupe mobile, concassage c'est une installation de traitement de ravitaillement en bord à bord avec un système anti-goutte. Les engins de chantier disposent d'un système anti-goutte sur les réservoirs de carburant et sont équipés d'un kit anti-pollution et de produit absorbant. En fin de journée l'engin est stationné sur l'aire étanche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les cribles et les tapis de transport sont bâchés et capotés. L'installation est équipée d'un système d'abattage des poussières, notamment à la jetée des matériaux et aux sorties des concasseurs et des cribles.
Constats : Pas d'écart constaté, l'inspection des installations classées constate le jour de la visite que la carrière est en exploitation avec le fonctionnement simultané d'un chargeur, d'une pelle mécanique et du cribleur qui ne génèrent pas de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé et à la sécurité publique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Avant la mise en place de la surveillance, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont présentés à l'inspection des installations classées. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. La valeur seuil à ne pas dépasser est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges de retombées installées. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :

<p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas réalisé à ce jour de campagne de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. La société Moreau présente malgré tout le devis validé "bon pour accord" du bureau d'étude AXYLIS en date du 27/07/23. Cette campagne doit être réalisée du 20/03/24 au 20/04/24. L'inspection constate que les jauges sont déjà en place sur le site. L'exploitant transmettra dès réception, les résultats de cette campagne de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 9] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>